

Jour 3 Climat : coup de colère à Copenhague des pays en développement

La conférence sur le climat de Copenhague se poursuit après le coup de colère des pays en développement, provoqué par la fuite d'un projet de texte danois accusé de favoriser les pays riches.



Ce projet de texte du Danemark, qui préside la conférence de Copenhague, a semé le trouble mardi au deuxième jour des négociations et conduit le Groupe des pays en développement à dénoncer une "menace" pesant sur le succès des négociations.

Ce texte - qui ne constitue pour le moment qu'une piste pour le nouvel accord contre le réchauffement - tournait depuis près de deux semaines dans différentes délégations et a commencé à circuler mardi dans les couloirs de la conférence.

Pour Lumumba Stanislas Dia-Ping, chef de la délégation soudanaise dont le pays préside la coalition du G-77 (130 pays en développement), il s'agit d'une "grave violation qui menace le succès du processus de négociation de Copenhague". Mais il a cependant exclu de tourner les talons, expliquant : "Nous ne pouvons nous permettre un échec à Copenhague".

La présidence danoise mettait en garde, depuis plusieurs jours, contre une sur-interprétation d'un texte en particulier, tout en revendiquant la nécessité de tester des idées auprès de différents pays.

"Il n'y a en aucun cas un +texte danois secret+ pour un nouvel accord. Un tel texte n'existe pas", a une nouvelle fois assuré mardi soir la ministre du Climat Connie Hedegaard, présidente du sommet. Les papiers qui circulent "sont des brouillons de travail et constituent la base de consultations informelles".

Le responsable des négociations pour l'ONU, Yvo de Boer, s'est empressé d'appuyer ses propos.

En l'état, ce document ne fait à aucun moment référence au Protocole de Kyoto, seul instrument juridique existant de lutte contre l'effet de serre, qui engage les pays industrialisés pour l'instant jusqu'en 2012 et auquel les pays en développement sont très attachés.

Ce texte vise à "produire un nouveau traité, un nouvel instrument qui aura pour effet de jeter par dessus bord les obligations des riches envers les pauvres", s'est d'ailleurs insurgé M. Dia-Ping.

Le texte danois reprend par ailleurs l'ambition largement partagée de limiter le réchauffement à +2°C et, pour y parvenir, vise une réduction de moitié des émissions mondiales d'ici à 2050 par rapport à 1990 - ou de 58% par rapport à leur niveau de 2005 - Les pays développés assumant collectivement une baisse de 80% de leurs émissions.

Mais il recommande aussi un "pic" pour les émissions des pays en développement - lui aussi laissé en blanc - au-delà duquel celles-ci devront commencer à baisser, ce que à quoi se sont collectivement et fermement opposés la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud pendant une réunion à Pékin, fin novembre.

"Il est trop tôt pour parler d'un pic pour les pays en développement", a réaffirmé mardi soir le négociateur chinois Su Wei, interrogé sur ce document.

Quant au financement de la lutte contre l'effet de serre et de l'aide à l'adaptation des pays en développement aux dérèglements du climat, point dur des négociations, le document suggère une aide immédiate de 10 milliards de dollars par an jusqu'en 2012 pour les plus vulnérables, mais indique seulement que des "ressources financières substantiellement augmentées seront nécessaires".

"Les tactiques de négociations en coulisse sous la présidence danoise se sont centrées sur la volonté de complaire aux pays riches et puissants, plutôt que de servir la majorité des Etats qui réclament une solution équitable et ambitieuse", a estimé Kim Carstensen, du WWF tandis que Martin Kaiser, de Greenpeace, jugeait qu'elle "nourrit la méfiance".

Pour Antonio Hill, d'Oxfam, "les Danois ont désormais la responsabilité d'éclaircir la situation", étape indispensable en vue de faire retomber la tension.